



Distr.: GÉNÉRALE

IDB.26/9
PBC.18/10
16 août 2002

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Conseil du développement industriel

Vingt-sixième session
Vienne, 19-21 novembre 2002
Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire

Comité des programmes et des budgets

Dix-huitième session
Vienne, 24 et 25 septembre 2002
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document, qui rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 31 juillet 2002, constitue une mise à jour du rapport établi au 31 mars 2002 dont le Conseil a été saisi à sa vingt-cinquième session (IDB.25/6).

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre	Paragraphes	Page
I. APERÇU GÉNÉRAL.....	1	2
II. BUDGETS ORDINAIRE ET OPÉRATIONNEL, 2002-2003	2 - 6	2
III. CONTRIBUTIONS	7 - 9	3
IV. DROIT DE VOTE	10 - 11	4
V. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE DISCUSSION SUR LE VERSEMENT DES QUOTES-PARTS DANS LES DÉLAIS	12	4
VI. SOLDES INUTILISÉS DES CRÉDITS OUVERTS, RECETTES PROVENANT DES NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES ET INTÉRÊTS À PERCEVOIR EN SUS DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS PRÉVUS DANS LE BUDGET	13	4

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Chapitre	Paragraphes	Page
VII. MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SYSTÈME FINANCIER	14 - 15	5
VIII. PASSAGE À UN SYSTÈME FONDÉ SUR UNE MONNAIE UNIQUE, L'EURO	16	5
IX. MESURES À PRENDRE PAR LE COMITÉ	17	5
Annexes		
I. Contributions au budget ordinaire		6
II. Soldes inutilisés des crédits ouverts, recettes provenant de nouveaux États Membres et intérêts à percevoir en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget (GC.9/Dec.10)		11

I. APERÇU GÉNÉRAL

1. La situation financière au 31 juillet 2002 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Les fonds disponibles en début d'exercice pour exécuter le budget ordinaire représentaient 97 % des crédits prévus pour 2002. Les dépenses pour les sept premiers mois s'établissaient à 56,7 % des crédits ouverts, contre 55,1 % en 2000, première année du précédent exercice biennal;

b) Le budget opérationnel a enregistré un excédent de 0,7 million d'euros pour les sept premiers mois de 2002 et a ainsi été porté de 3,3 millions d'euros au 1^{er} janvier 2002 à 4 millions d'euros au 31 juillet 2002;

c) Le montant des dépenses relatives au Service des bâtiments pour les sept premiers mois est légèrement inférieur à celui enregistré en 2000 pour la même période (50 % environ des crédits prévus contre 54,6 %);

d) Le montant des ressources de trésorerie au titre du budget ordinaire (y compris le Fonds de roulement) était de 50,3 millions d'euros, contre une encaisse de 19,2 millions d'euros et de 24,6 millions d'euros au 31 juillet 2001 et 2000 respectivement;

e) Le taux de recouvrement des contributions pour 2002 était de 87,6 %, niveau le plus élevé qui ait été atteint à cette période de l'année depuis que l'ONUDI est devenue une institution spécialisée. À titre de comparaison, le taux de recouvrement était de 60,1 % et 74,2 % en juillet 2001 et 2000 respectivement.

f) Le montant des arriérés recouverts au titre d'années antérieures a représenté 4,5 % du montant des contributions mises en recouvrement pour l'année en cours, contre 17 % et 8,2 % au 31 juillet 2001 et 2000 respectivement;

g) Le montant des contributions impayées atteignait 116,4 millions d'euros (dont 69,3 millions dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions par l'ex-Yougoslavie), comme indiqué à l'annexe I, contre 132,4 et 128 millions d'euros au 31 juillet 2001 et 2000 respectivement (montants recalculés au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur en décembre 2001, soit 1,123 euro pour 1 dollar, conformément à la décision GC.9/Dec.15);

h) La dotation du Fonds de roulement s'élevait à 7 423 030 euros. Cependant, un montant de 138 901 euros n'avait pas encore été versé au 31 juillet 2002;

i) S'agissant des soldes inutilisés des crédits ouverts, des recettes provenant des nouveaux États Membres et des intérêts à percevoir en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget (7 195 414 euros au total), un certain nombre d'États Membres n'ont pas encore fait savoir au Secrétariat ce qu'ils souhaitent faire de leurs parts (dont la somme s'élève à 840 818 euros) en application de la décision GC.9/Dec.10 de la Conférence générale (voir l'annexe II pour plus de détails).

**II. BUDGETS ORDINAIRE ET
OPÉRATIONNEL, 2002-2003**

2. Comme indiqué dans le document IDB.25/6, l'exécution du programme et des budgets approuvés a commencé comme prévu.

3. Le montant des dépenses effectuées au titre du budget ordinaire du 1^{er} janvier au 31 juillet 2002 a atteint 38,7 millions d'euros, soit 56,7 % du montant total des crédits ouverts pour 2002. Il est comparable au chiffre obtenu la première année de l'exercice biennal précédent (en 2000), qui était de 55,1 %. Compte tenu de cette bonne exécution du budget, la mise en œuvre des programmes approuvés risque moins d'être retardée ou reportée.

4. Les dépenses relatives à l'exécution des activités de coopération technique ont atteint, au 31 juillet 2002, 57,6 millions de dollars, contre 60,7 millions et 46,8 millions de dollars au 31 juillet 2001 et 2000 respectivement. Elles ont donc augmenté de 11 millions de dollars par rapport à la première année du précédent exercice biennal, mais diminué de quelque 3 millions par rapport à la deuxième année de cet exercice. En effet, le taux d'exécution du Programme ordinaire de coopération technique est généralement faible la première année de l'exercice biennal car les ressources correspondantes doivent être programmées avec soin. Un compte spécial ayant été créé cette année pour financer ce programme, cette situation devrait être en grande partie réglée et, dans les années à venir, le taux d'exécution devrait être plus équilibré sur l'ensemble de l'exercice biennal. Tout est fait pour qu'il atteigne cette année quelque 90 millions de dollars.

5. Les recettes du budget opérationnel provenant du remboursement des dépenses d'appui au titre de l'exécution d'activités de coopération technique ont atteint 7,2 millions d'euros (6,6 millions de dollars) pour les sept premiers mois de 2002. Les dépenses ayant été de 6,5 millions d'euros durant la même période, il en résulte un excédent de 0,7 million d'euros pour les sept premiers mois de 2002. La réserve du budget opérationnel est donc passée de 3,3 millions d'euros au 1^{er} janvier 2002 à 4 millions d'euros au 31 juillet 2002.

6. On note également la bonne exécution du budget du Service des bâtiments. Les dépenses pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 juillet 2002 se sont élevées à

17,9 millions d'euros, ce qui représente environ 50 % des crédits ouverts pour 2002. À titre de comparaison, en 2000 (première année du précédent exercice biennal), ces dépenses avaient atteint 54 % des crédits ouverts.

III. CONTRIBUTIONS

A. Recouvrement

7. Au total, 58 États Membres, dont 5 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont versé l'intégralité de leurs contributions pour 2002, et 19 États Membres, dont 4 PMA, en ont versé une partie. Le recouvrement des contributions pour la période allant de janvier à juillet 2002, par listes d'États, est indiqué au tableau 1.

Tableau 1. Recouvrement, janvier-juillet 2002
(En millions d'euros)

<i>Listes d'États*</i>	<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	4,4	1,2	5,6
B	51,7	0,8	52,5
C	0,7	0,4	1,1
D	1,8	0,6	2,4
Autres	0,0	0,0	0,0
États-Unis <u>d'Amérique</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
Total	58,6	3,0	61,6

* Voir le document GC.9/16.

B. Contributions impayées

8. La situation concernant les contributions impayées au 31 juillet 2002 est exposée en détail à l'annexe I du présent document. Le barème des quotes-parts et les contributions impayées au 31 juillet 2002 sont indiqués, par listes d'États, au tableau 2.

Tableau 2. Barème des quotes-parts et contributions impayées au 31 juillet 2002

Listes d'États*	Barème des quotes-parts (en pourcentage)	(En millions d'euros)		
		Année en cours	Années antérieures	Total
A	10,702	2,79	4,14	6,93
B	78,573	0,86	0,00	0,86
C	7,618	4,36	16,14	20,50
D	3,102	0,27	15,98	16,25
Autres	0,005	0,00	0,48	0,48
Total partiel	100,00	8,28	36,74	45,02
États-Unis d'Amérique		0,00	69,26	69,26
(ex-) Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	100 %	8,28	108,08	116,36

* Voir le document GC.9/16.

9. Comme indiqué dans le document IDB.25/6, le Secrétariat suit de près les discussions tenues à l'Assemblée générale de l'ONU concernant les arriérés de l'ex-Yougoslavie. Toute décision que l'Assemblée prendra à cet égard sera communiquée pour examen aux organes directeurs de l'ONUDI.

IV. DROIT DE VOTE

10. Comme indiqué à l'annexe I du présent document et récapitulé au tableau 3, au 31 juillet 2002, le droit de vote de 53 États Membres avait été suspendu conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier.

Tableau 3. Suspension de l'exercice du droit de vote au 31 juillet 2002

	Nombre d'États Membres		
	2002	2001	2000
Conférence générale	53	58	63
Conseil du développement industriel	1	1	5
Comité des programmes et des budgets	1	1	3

11. Pour que leur droit de vote soit rétabli pour le reste de l'année 2002, ces États Membres doivent s'acquitter de l'intégralité du montant de leurs contributions pour 1999 et les années antérieures, ainsi

que des avances au Fonds de roulement, de même que d'une partie de leurs contributions pour l'année 2000. Au total, le montant minimum qu'ils devraient verser s'élève à 21 838 380 euros.

V. MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE DISCUSSION SUR LE VERSEMENT DES QUOTES-PARTS DANS LES DÉLAIS

12. Aucun fait nouveau ne mérite d'être signalé depuis la publication du document IDB.25/6, hormis la poursuite des négociations entamées début juin 2002, conformément à la décision IDB.25/Dec.6 du Conseil au sujet du plan de versement proposé pour l'Azerbaïdjan. Le Conseil sera saisi d'un rapport sur la question à sa vingt-sixième session.

VI. SOLDES INUTILISÉS DES CRÉDITS OUVERTS, RECETTES PROVENANT DES NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES ET INTÉRÊTS À PERCEVOIR EN SUS DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS PRÉVUS DANS LE BUDGET

13. Le document IDB.25/6 contenait des informations détaillées sur les soldes inutilisés des crédits ouverts, les recettes provenant des nouveaux États Membres et les intérêts à percevoir en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget. La situation au 31 juillet 2002 est décrite à l'annexe II et résumée au tableau 4.

**Tableau 4. Application de la décision GC.9/Dec.10
Résumé de la situation au 31 juillet 2002**

	€
Montant total disponible	7 195 414
Vœux exprimés par les États Membres:	
Budget ordinaire	186 481
FDI, contributions à des fins générales	929 692
FDI, contributions à des fins spéciales/programmes intégrés	2 320 340
Montants à déduire des contributions	2 787 902
Remboursements et autres	130 181
Total	6 354 596
Réponses en attente	840 818

VII. MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU SYSTÈME FINANCIER

14. Comme indiqué dans divers documents, dont le document IDB.25/6, et comme le Commissaire aux comptes l'a relevé dans son rapport (PBC.18/3-IDB.26/2), l'une des tâches les plus ardues auxquelles les services financiers de l'ONUDI ont dû s'atteler en 2000-2001 a été de mettre en place le nouveau système de contrôle de l'exécution du budget et ce, dans des délais très courts pour que le système soit pleinement opérationnel avant le passage à l'euro, le 1^{er} janvier 2002, et avec des moyens humains et financiers limités. Comme l'a confirmé le Commissaire aux comptes, qui y a largement participé, en fournissant l'aide et les conseils nécessaires, 1,7 million de dollars ont suffi à financer cette opération.

15. Après avoir mené à bien la première phase des travaux relatifs au nouveau système financier, l'ONUDI va maintenant pouvoir s'attaquer à d'autres questions. Comme indiqué dans le document IDB.25/6, depuis le 1^{er} janvier 2002, ce système est le seul qu'elle utilise pour toutes les opérations comptables. L'Organisation poursuit ses travaux afin d'établir divers rapports à partir des données recueillies par le nouveau système, de relier ce dernier aux systèmes déjà utilisés par la direction et de trouver des solutions pour continuer de

tenir la comptabilité et de présenter l'information financière en dollars pour les activités de coopération technique alors que la monnaie de base est à présent l'euro. Une formation accélérée a été dispensée aux fonctionnaires chargés des opérations financières et de la gestion des programmes et des projets, qui ont ainsi pu commencer à se servir du système.

VIII. PASSAGE À UN SYSTÈME FONDÉ SUR UNE MONNAIE UNIQUE, L'EURO

16. Comme indiqué dans les documents IDB.25/6 et IDB.25/CRP.3, le système de calcul des contributions fondé sur une monnaie unique, l'euro, est entré en vigueur à compter de l'exercice budgétaire en cours (2002-2003), et l'ONUDI a tout mis en œuvre pour qu'il fonctionne sans accroc. Le document IDB.26/4-PBC.18/5 fournit des informations détaillées à ce sujet. En outre, le Conseil a été saisi à sa vingt-cinquième session d'un document de séance (IDB.25/CRP.4) présentant le Règlement financier mis à jour conformément aux décisions prises par la Conférence générale concernant l'adoption de l'euro.

IX. MESURES À PRENDRE PAR LE COMITÉ

17. Le Comité pourrait juger utile de recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant:

“Le Conseil du développement industriel:

a) Prend note des informations figurant dans le document IDB.26/9-PBC.18/10;

b) Prend note également des informations figurant au chapitre VI et à l'annexe II de ce document concernant l'application de la décision GC.9/Dec.10 de la Conférence générale;

c) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris au titre d'avances au Fonds de roulement et d'arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;

d) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts et de rester en relation avec les États Membres pour procéder au recouvrement des arriérés.”

Annexe I

CONTRIBUTIONS AU BUDGET ORDINAIRE

Au 31 juillet 2002 (en euros)

<i>Pays</i>	<i>Contributions impayées</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour que le droit de vote soit rétabli</i>
Afghanistan	83 462	446	83 908	1992(p) - 2002	Non	72 220
Afrique du Sud	-	-	0	-	Oui	
Albanie	5 165	-	5 165	2001 - 2002	Oui	
Algérie	-	-	0	-	Oui	
Allemagne	-	-	0	-	Oui	
Angola	53	-	53	2002 (p)	Oui	
Arabie saoudite	-	-	0	-	Oui	
Argentine	3 600 362	1 411	3 601 773	1999(p) - 2002	Non	440 550
Arménie	912 782	-	912 782	1992(p) - 2002	Non	899 320
Autriche	-	-	0	-	Oui	
Azerbaïdjan	1 269 247	-	1 269 247	1993(p) - 2002	Non	1 245 410
Bahamas	-	-	0	-	Oui	
Bahreïn	-	-	0	-	Oui	
Bangladesh	-	-	0	-	Oui	
Barbade	-	-	0	-	Oui	
Bélarus	507 431	-	507 431	1998(p) - 2002	Non	381 800
Belgique	-	-	0	-	Oui	
Belize	-	-	0	-	Oui	
Bénin	5 168	-	5 168	2000(p) - 2002	Oui	
Bhoutan	-	-	0	-	Oui	
Bolivie	7 353	75	7 428	2002	Oui	
Bosnie-Herzégovine	218 246	-	218 246	1992(p) - 2002	Non	206 020
Botswana	-	-	0	-	Oui	
Brésil	14 373 466	59 608	14 433 074	1995(p) - 2002	Non	9 721 560
Bulgarie	-	-	0	-	Oui	
Burkina Faso	1 059	-	1 059	2002	Oui	
Burundi	65 703	-	65 703	1993(p) - 2002	Non	63 900
Cambodge	2 005	149	2 154	2002	Oui	
Cameroun	39 016	-	39 016	1999(p) - 2002	Non	6 630
Cap-Vert	95 456	-	95 456	1991(p) - 2002	Non	91 070
Chili	161 145	-	161 145	2002 (p)	Oui	
Chine	1 412 099	53 891	1 465 990	2002	Oui	
Chypre	-	-	0	-	Oui	
Colombie	146 964	-	146 964	2002 (p)	Oui	
Comores	133 992	-	133 992	1986(p) - 2002	Non	132 190
Congo	108 698	-	108 698	1989(p) - 2002	Non	103 020
Costa Rica	100 389	-	100 389	1994(p) - 2002	Non	51 520
Côte d'Ivoire	24 638	-	24 638	2000(p) - 2002	Oui	
Croatie	-	-	0	-	Oui	

<i>Pays</i>	<i>Contributions impayées</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour que le droit de vote soit rétabli</i>
Cuba	19 245		19 245	2002 (p)	Oui	
Danemark	-	-	0	-	Oui	
Djibouti	92 898	-	92 898	1991(p) - 2002	Non	91 090
Dominique	1 085	-	1 085	2001 - 2002	Oui	
Égypte	-	-	0	-	Oui	
El Salvador	158 997	1 838	160 835	1988 - 2002	Non	121 050
Émirats arabes unis	-	-	0	-	Oui	
Équateur	-	-	0	-	Oui	
Érythrée	668	-	668	2002	Oui	
Espagne	-		0	-	Oui	
Éthiopie	-	-	0	-	Oui	
Ex-République yougoslave de Macédoine	12 991	222	13 213	2000(p) - 2002	Oui	
Fédération de Russie	-	-	0	-	Oui	
Fidji	12 751	-	12 751	1999(p) - 2002	Non	1 820
Finlande	-		0	-	Oui	
France	-	-	0	-	Oui	
Gabon	25 929		25 929	2001(p) - 2002	Oui	
Gambie	75 377	-	75 377	1992(p) - 2002	Non	73 570
Géorgie	1 594 398		1 594 398	1992(p) - 2002	Non	1 576 970
Ghana	14 589		14 589	2000(p) - 2002	Oui	
Grèce	-	-	0	-	Oui	
Grenade	87 276	-	87 276	1991(p) - 2002	Non	85 470
Guatemala	-	-	0	-	Oui	
Guinée	18 913	-	18 913	1998(p) - 2002	Non	11 230
Guinée-Bissau	116 123	-	116 123	1988(p) - 2002	Non	114 320
Guinée équatoriale	133 992	-	133 992	1986(p) - 2002	Non	132 190
Guyana	1 223	-	1 223	2001 - 2002	Oui	
Haïti	1 938	-	1 938	2002 (p)	Oui	
Honduras	640	-	640	2002 (p)	Oui	
Hongrie	-	-	0	-	Oui	
Inde	-		0	-	Oui	
Indonésie	-	-	0	-	Oui	
Iran (Rép. islamique d')	464 769		464 769	2000(p) - 2002	Oui	
Iraq	1 573 536	7 274	1 580 810	1991(p) - 2002	Non	1 428 060
Irlande	-	-	0	-	Oui	
Israël	361 895		361 895	2002 (p)	Oui	
Italie	-	-	0	-	Oui	
Jamahiriya arabe libyenne	132 253		132 253	2001(p) - 2002	Oui	
Jamaïque	8 303		8 303	2001 - 2002	Oui	
Japon	-		0	-	Oui	
Jordanie	-	-	0	-	Oui	
Kazakhstan	572 565		572 565	1997(p) - 2002	Non	454 690

<i>Pays</i>	<i>Contributions impayées</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour que le droit de vote soit rétabli</i>
Kenya	15 591	75	15 666	2000(p) - 2002	Oui	
Kirghizistan	375 111		375 111	1993 - 2002	Non	362 980
Koweït	-	-	0	-	Oui	
Lesotho	3 168		3 168	2000(p) - 2002	Oui	
Liban	9 944		9 944	2002 (p)	Oui	
Libéria	105 319		105 319	1990(p) - 2002	Non	100 930
Lituanie	419 152	-	419 152	1995(p) - 2002	Non	375 540
Luxembourg	-	-	0	-	Oui	
Madagascar	2 605	-	2 605	2002 (p)	Oui	
Malaisie	-	-	0	-	Oui	
Malawi	36 213	-	36 213	1996(p) - 2002	Non	30 490
Maldives	1 689	-	1 689	2000(p) - 2002	Oui	
Mali	17 180	-	17 180	1998(p) - 2002	Non	11 460
Malte	-	-	0	-	Oui	
Maroc	38 876		38 876	2002	Oui	
Maurice	-	-	0	-	Oui	
Mauritanie	113 317	-	113 317	1988(p) - 2002	Non	111 510
Mexique	611 077		611 077	2002 (p)	Oui	
Mongolie	520		520	2002 (p)	Oui	
Mozambique	466	-	466	2002 (p)	Oui	
Myanmar	14 997		14 997	2000(p) - 2002	Oui	
Namibie	6 684	-	6 684	2002	Oui	
Népal	3 183	-	3 183	2002 (p)	Oui	
Nicaragua	133 978	-	133 978	1986(p) - 2002	Non	132 170
Niger	95 491		95 491	1991(p) - 2002	Non	91 110
Nigéria	49 547		49 547	2002 (p)	Oui	
Norvège	-	-	0	-	Oui	
Nouvelle-Zélande	-	-	0	-	Oui	
Oman	-	-	0	-	Oui	
Ouganda	-	-	0	-	Oui	
Ouzbékistan	459 359		459 359	1997(p) - 2002	Non	401 740
Pakistan	46 459	-	46 459	2002 (p)	Oui	
Panama	33 601	-	33 601	2000(p) - 2002	Oui	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	0	-	Oui	
Paraguay	49 014	803	49 817	1998(p) - 2002	Non	8 160
Pays-Bas	-	-	0	-	Oui	
Pérou	189 729		189 729	2001(p) - 2002	Oui	
Philippines	85 032		85 032	2002 (p)	Oui	
Pologne	-	-	0	-	Oui	
Portugal	442 015	-	442 015	2002 (p)	Oui	
Qatar	35 190		35 190	2001(p) - 2002	Oui	
République arabe syrienne	-	-	0	-	Oui	

<i>Pays</i>	<i>Contributions impayées</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour que le droit de vote soit rétabli</i>
République centrafricaine	110 813	-	110 813	1989(p) - 2002	Non	109 010
République de Corée	-	-	0	-	Oui	
République démocratique du Congo	118 546		118 546	1989(p) - 2002	Non	102 450
République démocratique populaire lao	-	-	0	-	Oui	
République de Moldova	870 888		870 888	1993(p) - 2002	Non	849 680
République dominicaine	329 813	2 198	332 011	1986 - 2002	Non	283 050
République populaire démocratique de Corée	21 724		21 724	2000(p) - 2002	Oui	
République tchèque	-	-	0	-	Oui	
République-Unie de Tanzanie	3 377	-	3 377	2001(p) - 2002	Oui	
Roumanie	54 145	74	54 219	2002	Oui	
Royaume-Uni	-	-	0	-	Oui	
Rwanda	8 598	-	8 598	1999(p) - 2002	Non	6 790
Sainte-Lucie	2 005	149	2 154	2002	Oui	
Saint-Kitts-et-Nevis	-		0	-	Oui	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	110 283	-	110 283	1989(p) - 2002	Non	108 480
Sao Tomé-et-Principe	133 992	-	133 992	1986(p) - 2002	Non	132 190
Sénégal	4 428		4 428	2002	Oui	
Seychelles	43 847	-	43 847	1995(p) - 2002	Non	38 120
Sierra Leone	90 566	-	90 566	1991(p) - 2002	Non	88 760
Slovaquie	-	-	0	-	Oui	
Slovénie	257 917	1 855	259 772	1999(p) - 2002	Non	69 920
Somalie	133 991	-	133 991	1986(p) - 2002	Non	132 190
Soudan	10 971		10 971	2001(p) - 2002	Oui	
Sri Lanka	14 706	371	15 077	2002	Oui	
Suède	-	-	0	-	Oui	
Suisse	-		0	-	Oui	
Suriname	39 550		39 550	1996(p) - 2002	Non	29 960
Swaziland	-	-	0	-	Oui	
Tadjikistan	276 738		276 738	1993(p) - 2002	Non	268 480
Tchad	93 920	-	93 920	1991(p) - 2002	Non	92 120
Thaïlande	231 283	8 165	239 448	2002	Oui	
Togo	71 810	-	71 810	1993(p) - 2002	Non	70 010
Tonga	1 238	-	1 238	2001(p) - 2002	Oui	
Trinité-et-Tobago	56 088		56 088	1999(p) - 2002	Non	10 560
Tunisie	1 101	-	1 101	2002 (p)	Oui	
Turkménistan	204 966	297	205 263	1995 - 2002	Non	191 130
Turquie	417 367	-	417 367	2002 (p)	Oui	
Ukraine	8 707 168		8 707 168	1995(p) - 2002	^b	
Uruguay	131 814		131 814	2000(p) - 2002	Oui	
Vanuatu	77 679	-	77 679	1992(p) - 2002	Non	75 880

<i>Pays</i>	<i>Contributions impayées</i>	<i>Fonds de roulement</i>	<i>Total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour que le droit de vote soit rétabli</i>
Venezuela	146 279	-	146 279	2002 (p)	Oui	
Viet Nam	-	-	0	-	Oui	
Yémen	18 889		18 889	2000(p) - 2002	Oui	
Yougoslavie (nouvel État)	-	-	0	-	Oui	
Zambie	53 563	-	53 563	1994(p) - 2002	Non	47 840
Zimbabwe	15 846		15 846	2000(p) - 2002	Oui	
Total partiel:	45 016 669	138 901	45 155 570			21 838 380
Yougoslavie (Ex-)	2 082 070		2 082 070	1990(p) - 2001	^c	
État non Membre:	-					
États-Unis d'Amérique ^d	69 264 731	0	69 264 731	1994(p)-1996		
T O T A L	116 363 470	138 901	116 502 371			21 838 380

<i>État récapitulatif des contributions impayées, par année</i>	TOTAL EN EUROS
1986 / 87	103 890
1988 / 89	192 280
1990 / 91	1 298 947
1992 / 93	2 274 929
1994 / 95	48 232 156
1996 / 97	40 325 615
1998 / 99	8 920 849
2000 / 01	6 735 042
Total partiel:	108 083 708
2002	8 279 762
T O T A L:	116 363 470

Notes:

1. Membres du Conseil du développement industriel n'ayant pas le droit de vote: Argentine.
 2. Depuis le 31 juillet 2002, les États Membres suivants se sont acquittés d'une partie ou de l'intégralité du montant dû: Bélarus, Cameroun, Fidji, Honduras, Mozambique, Népal, Sainte-Lucie et Zimbabwe.
- p) Paiement partiel.

^a Conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 53 États Membres a été suspendu. Depuis le 31 juillet 2002, les droits de vote du Cameroun et des Fidji ont été rétablis, ce qui ramène à 51 le nombre d'États dont le droit de vote est suspendu.

^b Dans sa décision GC.9/Dec.12, la Conférence générale a approuvé un plan de versement pour l'Ukraine et rétabli le droit de vote de ce pays conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif.

^c Contribution sur le point d'être réglée.

^d État Membre de l'ONUDI jusqu'au 31 décembre 1996.

Annexe II

**SOLDES INUTILISÉS DES CRÉDITS OUVERTS, RECETTES PROVENANT DE NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES
ET INTÉRÊTS À PERCEVOIR EN SUS DES INTÉRÊTS CRÉDITEURS PRÉVUS DANS LE BUDGET (GC.9/Dec.10)**

Au 31 juillet 2002 (en euros)

<i>État Membre</i>	<i>Montant</i>		<i>RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES</i>						
	<i>À reverser</i>	<i>À ne pas reverser</i>	<i>Date de réception</i>	<i>BO</i>	<i>FDI, contributions à des fins générales</i>	<i>FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés</i>	<i>Montant à déduire des contributions</i>	<i>Autres fins</i>	<i>Observations</i>
Afghanistan	22	879							
Afrique du Sud	-								
Albanie	815	-							
Algérie	14 729	-							
Allemagne	918 993	-	28 févr.				918 993		
Angola	762	-	28 janv.		762				
Arabie saoudite	64 759	-	24 juill.				64 759		À déduire des contributions de 2003
Argentine	18 778	32 431							
Arménie	104	7 361	14 févr.				104		
Autriche	90 213	-	22 mars			90 213			Participation des pays en développement au commerce international
Azerbaïdjan	213	15 076							
Bahamas	1 930	-							
Bahreïn	2 242	-							
Bangladesh	686	-							
Barbade	688	-							
Bélarus	1 000	26 953	27 févr.				1 000		
Belgique	98 324	-	7 mars				98 324		
Belize	663	-							
Bénin	637	-							
Bhoutan	632	-	27 févr.				632		
Bolivie	848	-							
Bosnie-Herzégovine	29	1 489	27 févr.				29		
Botswana	761	-							

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
Brésil	9 569	154 516							
Bulgarie	7 039	-	1 ^{er} mars				7 039		À déduire des contributions de 2003
Burkina Faso	898	-							
Burundi	14	879							
Cambodge	621	-							
Cameroun	198	477							
Cap-Vert	19	879							
Chili	7 501	-	8 mars				7 501		
Chine	70 045	-	2 janv.				70 045		
Chypre	3 122	-	20 févr.	1 561	1 561				Budget ordinaire ou coopération technique
Colombie	9 647	-	1 ^{er} mars				9 647		
Comores	14	879							
Congo	22	879							
Costa Rica	269	679							
Côte d'Ivoire	673	-	7 févr.				673		Programme intégré de la Côte d'Ivoire (composante technologie)
Croatie	8 297	-	26 févr.				8 297		
Cuba	4 519	-	22 févr.				4 519		
Danemark	77 303	-	23 janv.					77 303	À rembourser
Djibouti	14	879							
Dominique	820	-							
Égypte	8 223	-	5 avril				8 223		
El Salvador	55	879							
Émirats arabes unis	19 133	-	12 mars				19 133		
Équateur	2 173	-	25 févr.				2 173		Programme intégré de l'Équateur
Érythrée	621	-							
Espagne	254 519	-	28 févr.				254 519		À spécifier ultérieurement
Éthiopie	732	-	15 févr.				732		À déduire des contributions de 2003

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
Ex-République yougoslave de Macédoine	655	-							
Fédération de Russie	385 770	-	5 févr.			385 770			CGS 2002-2005
Fidji	167	477							
Finlande	65 922	-	5 mars			65 922			Projets relatifs à l'environnement
France	617 580	-	12 mars			617 580			Programme intégré de la RDP lao
Gabon	712	-	1 ^{er} mars				712		
Gambie	14	879							
Géorgie	199	14 877							
Ghana	655	-	12 avril				655		
Grèce	40 527	-	19 févr.			40 527			Programme intégré de l'Arménie (à spécifier ultérieurement)
Grenade	14	879							
Guatemala	1 103	1 431							
Guinée	33	679							
Guinée-Bissau	14	879							
Guinée équatoriale	14	879							
Guyana	633	-							
Haïti	641	-							
Honduras	817	-							
Hongrie	14 909	-	14 mai			14 909			
Inde	32 206	-	27 févr.				32 206		À déduire des contributions de 2003
Indonésie	13 113	-	8 mai					13 113	À spécifier ultérieurement
Iran (Rép. islamique d')	40 874	-	17 janv.				40 874		
Iraq	334	15 973							
Irlande	23 060	-	11 févr.	23 060					
Israël	25 506	-	28 janv.				25 506		
Italie	492 176	-	23 avril			492 176			Projet relatif aux PMI en Argentine
Jamahiriya arabe libyenne	4 670	13 354							

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
Jamaïque	668	-							
Japon	1 594 602	-			222 057		1 372 545		À déduire des contributions des autres États Membres [GC.9/Dec.10 c)]
Jordanie	728	-	9 juill.				728		
Kazakhstan	170	12 877							
Kenya	654	-							
Kirghizistan	69	3 922							
Koweït	19 260	-							
Lesotho	639	-							
Liban	210	477	4 avril			687			Programme intégré du Liban (entièrement remboursable: paiement 04/02)
Libéria	19	879							
Lituanie	347	7 472							
Luxembourg	7 520	-	1 ^{er} mars		7 520				
Madagascar	641	-							
Malaisie	13 152	-	27 févr.				13 152		À déduire des contributions de 2003
Malawi	30	679							
Maldives	632	-							
Mali	160	477							
Malte	876	-							
Maroc	2 791	-	5 mars				2 791		
Maurice	766	-	8 août				766		
Mauritanie	14	879							
Mexique	79 715	-	3 mars				79 715		
Mongolie	637	-							
Mozambique	658	-							
Myanmar	659	-	8 mars			659			Projet de développement rural intégré
Namibie	677	-							
Népal	644	-							

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
Nicaragua	14	879							
Niger	19	879							
Nigéria	2 465	7 631							
Norvège	59 427	-							Donnera l'information plus tard
Nouvelle-Zélande	25 417	-							
Oman	4 095	-	26 avril				4 095		À déduire des contributions de 2003
Ouganda	37	679							
Ouzbékistan	298	12 225							
Pakistan	5 237	-	28 févr.				5 237		
Panama	686	-	17 mai				686		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	47	679							
Paraguay	214	477							
Pays-Bas	161 860	-	5 avril	161 860					
Pérou	5 368	-	31 janv.				5 368		
Philippines	5 603	-	28 janv.				5 603		
Pologne	33 951	-	3 mars				33 951		
Portugal	26 340	-	15 avril			26 340			À ne plus déduire des contributions
Qatar	1 442	2 862							
République arabe syrienne	5 777	-							
République centrafricaine	14	879							
République de Corée	90 183	-	25 févr.			90 183			Programme intégré de la RPD de Corée
République démocratique du Congo	36	879							
République démocratique populaire lao	678	-							
République de Moldova	164	10 478							
République dominicaine	65	1 079							
République populaire démocratique de Corée	1 057	4 747	18 févr.			5 804			Programme intégré de la RPD de Corée (entièrement remboursable: paiement 12/01)
République tchèque	23 802	-	26 févr.			23 802			À spécifier ultérieurement

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/ programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
République-Unie de Tanzanie	22	879							
Roumanie	13 555	-							
Royaume-Uni	568 518	-	22 avril		568 518				
Rwanda	198	679	6 mars			400			Programme intégré du Rwanda (partiellement remboursable: 04/02)
Sainte-Lucie	632	-							
Saint-Kitts-et-Nevis	25	679	28 févr.				704		Entièrement remboursable (paiement 12/01)
Saint-Vincent-et-les Grenadines	14	879							
Sao Tomé-et-Principe	14	879							
Sénégal	652	-							
Seychelles	30	679							
Sierra Leone	14	879							
Slovaquie	7 846	-	17 mars				7 846		À déduire des contributions de 2003
Slovénie	1 730	4 769							
Somalie	14	879							
Soudan	665	-	28 févr.				665		
Sri Lanka	813	-							
Suède	125 232	-	13 mai			125 232			Programme intégré de la Palestine
Suisse	129 274	-	1 ^{er} mars		129 274				
Suriname	37	679							
Swaziland	661	-	14 mars				661		À déduire des contributions de 2003
Tadjikistan	49	3 036							
Tchad	14	879							
Thaïlande	12 726	-	3 mars			12 726			Programme intégré de la Thaïlande (3 projets spécifiques)
Togo	14	879							
Tonga	664	-							
Trinité-et-Tobago	682	1 908							

État Membre	Montant		RÉPONSES DES ÉTATS MEMBRES						
	À reverser	À ne pas reverser	Date de réception	BO	FDI, contributions à des fins générales	FDI, contributions à des fins spéciales/programmes intégrés	Montant à déduire des contributions	Autres fins	Observations
Tunisie	2 729	-							
Turkménistan	69	2 720							
Turquie	36 336	-	14 févr.					36 336	Bureau local de l'ONUDI
Ukraine	3 745	104 139	21 mars				3 745		
Uruguay	3 922	-							
Vanuatu	14	879							
Venezuela	30 477	-							
Viet Nam	759	-	20 févr.				759		
Yémen	911	-							
Yougoslavie (Ex-)	254	12 304							
Yougoslavie (nouvel État)	-								
Zambie	30	679							
Zimbabwe	661	-							
Total partiel	6 591 443	506 765		186 481	929 692	2 320 340	2 787 902	126 752	
<i>Anciens États Membres</i>									
Australie	30 796								
Canada	3 429		22 mars					3 429	À rembourser
États-Unis d'Amérique	27 736	35 245							
TOTAL	6 653 404	542 010		186 481	929 692	2 320 340	2 787 902	130 181	
Montant total:	7 195 414								
Réponses reçues:	6 354 596								
Réponses non encore reçues:	840 818								